CROIX DE GUERRE et VALEUR MILITAIRE

REVUE DE L'ASSOCIATION NATIONALE DES CROIX DE GUERRE ET DE LA VALEUR MILITAIRE
Affiliée à la Fédération Nationale André Maginot - GR.31
Toutes les générations du feu

DOSSIER

La bataille des Dardanelles, février 1915-janvier 1916

Pages 7 à 19

N° 324
JUIN 2016
2ème trimestre

CROIX DE GUERRE et VALEUR MILITAIRE

ASSOCIATION NATIONALE DES CROIX DE GUERRE ET DE LA VALEUR MILITAIRE

Fondée en 1919. Déclarée conformément à la loi du 1-VII-1901. Approuvée par le ministre de l'Intérieur. Reconnue d'utilité publique : décret du 22 avril 1963. Affiliée à la Fédération nationale André Maginot - Gr. 31

Président d'honneur :
Général (2S) Jacques Larchet
François Castanier

Président national :
Michel Bachette-Peyrade
Vice-Présidents :
Daniel Gyre, Jacques Mariet
Secrétaire général :
à pourvoir
Trésorière nationale :
Jacqueline Combémorel
Chancelier :
Christian Bayol
Conseil d'administration :
Yves Allanet, Michel Bachette-Peyrade, Jean Baudrat, Christian Blondel, Michel Bugeaud, François Castanier, Jacqueline Combémorel, Jean Folia, Daniel Gyre, Jacques Mariet, Emmanuel Montanié, Bertrand Rouvillois, Loïc Salmon.

SIÈGE SOCIAL : Hôtel national des Invalides
Cour d'honneur, escalier G.

ADRESSE POSTALE : A.N.C.G.V.M.
Hôtel national des Invalides
129, rue de Grenelle - 75700 PARIS CEDEX 07.

PERMANENCE SECRÉTARIAT :
mardi, jeudi et vendredi 9h30-16h00
Fax : 01 44 42 30 46
Charlette Dumont - 01 44 42 38 47
Courriel : ancgvm@sfr.fr

REVUE CROIX DE GUERRE ET VALEUR MILITAIRE

Directeur de la publication :
Michel Bachette-Peyrade

Rédacteur en chef :
Loïc Salmon - 01 44 42 38 47
Courriel : bulletincgvm@sfr.fr
Site : www.croixdeguerre-valeurmilitaire.fr
Facebook : Croix de guerre et Valeur militaire

Publicité :
Jacqueline Combémorel - 01 44 42 38 47
Courriel : ancgvm@sfr.fr

Imprimerie Centr'Imprim
36101 Issoudun Cedex
Dépôt légal N°201606.0006
Commission paritaire N° 0321 A 06885
I.S.S.N. 1247-9918

Sommaire

Éditorial 3

Centenaire 4

Dossier 7

La bataille des Dardanelles, février 1915 - janvier 1916

DR

Histoire 20

Culture 23

Villes et unités décorées 24

La vie des sections 27

Carnet 31

Des informations complémentaires sur la Défense, renouvelées périodiquement, sont accessibles sur le site internet :

www.croixdeguerre-valeurmilitaire.fr

Vous pouvez les retrouver toutes en cliquant sur « Actualités » ou « Archives ».

Des vidéos complémentaires sur les armées sont en ligne, soit de :
- longue durée, sur « Médias » dans la page d'accueil du site ;
- courte durée, sur la page Facebook « Croix de guerre et Valeur militaire ».

Il y a aussi une page Twitter : « Valeur Militaire ».
Le centenaire de la croix de Guerre est pérennisé dans « Médias » grâce à :
- la vidéo « La croix de Guerre : cent ans de bravoure (1915- 2015) » ;
- la galerie photos « Honneur aux braves ! La croix de Guerre ».

Fermeture du siège du 2 juillet au 1er août 2016

ÉDITORIAL

Mes chers amis,

Au moment d'écrire ce premier éditorial, je voudrais rendre hommage à l'action de notre président national sortant, le chef d'escadrons (H) François Castanier.

Président national de notre association depuis l'été 2009, il n'a ménagé ni son temps ni sa peine pour maintenir, avec panache, le cap fixé par nos grands anciens, à savoir les liens de camaraderie et l'esprit « Croix de Guerre » et défendre les nobles traditions nationales dans l'amour de la Patrie ;

A l'occasion de notre congrès national du 26 mai dernier et à la demande de notre conseil d'administration, l'assemblée générale a décerné à François Castanier, le titre de président d'honneur de notre association nationale.

François Castanier, président d'honneur, nous vous disons : Merci !

Dans ce nouveau numéro de notre revue « Croix de Guerre et Valeur Militaire », vous allez retrouver une remarquable rétrospective des campagnes en 1915 dans les Dardanelles et la presqu'île de Gallipoli. L'opération terrestre franco-britannique se déclenche à l'aube du 25 avril 1915, au Sud de Gallipoli.

Winston Churchill, alors premier lord de l'amirauté (ministre de la Marine), en résumait ainsi les objectifs politiques : « **Si les Dardanelles tombent, Constantinople suivra et la Sublime Porte (*Turquie*) sera coupée de l'Allemagne.** »

Le fondateur de notre association nationale, l'amiral Émile Guépratte, y était.

Pour l'avenir, nous avons l'impérieuse nécessité de nous pencher sur l'accueil dans nos rangs des jeunes décorés sur les théâtres d'opérations extérieurs et intérieurs ainsi que sur la recherche et la poursuite des relations privilégiées avec les villes, les unités de l'armée de Terre, de la Marine nationale, de l'armée de l'Air et de la Gendarmerie nationale décorées de la croix de Guerre et/ou de la croix de la Valeur militaire.

Avec le soutien du Bureau national, je compte fermement et avec confiance sur l'action de nos sections sur le territoire national et à l'étranger.

Avec ma fidèle amitié.

Michel BACHETTE-PEYRADE,

Président national

« Honneur aux braves ! La croix de Guerre »

Lors de l'inauguration de l'exposition « Honneur aux braves ! La croix de Guerre », qui s'est déroulée au château de Vincennes du 14 mars au 31 mai 2016, le général d'armée Jean-Louis Georgelin, grand chancelier de la Légion d'Honneur, a rappelé son rôle de garant du système national des décorations, au-delà de son autorité directe sur la Légion d'Honneur, laMédaille militaire et l'Ordre national du Mérite.

*« Une décoration a plusieurs vocations. L'une d'elles, se souvenir, montrer aux générations contemporaines quels ont été les mérites de ceux qui les ont précédés, dans la gloire, dans le dévouement, dans le sacrifice. L'exposition « Honneur aux braves ! » témoigne avec solennité de cette vocation. Elle remplit le devoir de mémoire qui incombe à chacun. Maurice Barrès, l'ardent défenseur de cette croix qui symbolise à elle seule la Grande Guerre, n'a-t-il pas écrit à son propos : «*Je veux que nous, nos fils, nos petits-fils, nous puissions, jusqu'à la mort, regarder, aimer, respecter les héros de 1914*». Lorsque l'État décore l'un de ses concitoyens, il accomplit un acte double : il reconnaît ses mérites et l'érige en modèle. La vertu émulatrice de la croix de Guerre est une évidence plus que pour toute autre décoration car cette médaille est, par essence, la matérialisation d'une distinction qui la fonde : la citation. Sa formidable popularité prend racine dans cette vérité inaliénable, propre à tout homme en société : le besoin de reconnaissance par ses pairs. Et pour être reconnu, il faut d'abord être connu. C'est ce que permettra son insigne de bronze, dont le ruban bicolore s'allongera à mesure des mérites de son récipiendaire, car toute citation, à l'ordre du régiment comme à celui de l'armée, est reconnue. On ne peut parler de la croix de Guerre sans évoquer la Légion d'Honneur et la Médaille militaire. Elles se succèdent dans le protocole des décorations. Dans la Grande Guerre, elles forment un triumvirat de l'honneur. Dès le début du conflit, les attaques répétées, menées par de petites unités, provoquent une multiplication des actes de bravoure sur le front. Les listes de légionnaires et de médaillés militaires s'étendent sur les tableaux de concours. Toutefois, on ne confère pas la Légion d'Honneur ni la Médaille militaire à la première action d'éclat : ce sera le rôle de la croix de Guerre qui est créée au printemps 1915, à un moment où les conditions de vie deviennent telles que le moral des troupes est en danger. Ainsi la Légion d'Honneur distingue les officiers, la Médaille militaire les sous-officiers et la croix de Guerre les militaires de tout grade et de toute arme, les civils et les collectivités. On voit bien à travers la croix de Guerre qu'une décoration naît toujours à un moment particulier de l'Histoire, répondant à un besoin précis, celui de mobiliser les énergies de la nation pour aller à son secours ou la construire. C'est évidemment le cas*

Le président national de l'ANCGVM Michel Bachette-Peyrade (à gauche) et son prédécesseur de 2009 à 2016, François Castanier (à droite), lors de l'inauguration de l'exposition le 14 mars 2016.

de la Légion d'Honneur, qui fait partie de la réorganisation de la nation par Bonaparte, au même titre que la rédaction du Code civil, la réforme de l'administration et de l'enseignement ou la fondation de la Cour des comptes. Je cite un autre exemple, plus proche de nous et très parlant, celui de l'Ordre de la Libération, créé en 1940 au seul usage du général De Gaulle, chef des Français libres, et qui s'éteint à la sortie de la guerre. Cette histoire, celle des Ordres et décorations français, depuis l'époque médiévale jusqu'à nos jours, c'est la vocation du musée de la Légion d'Honneur de la raconter. C'est ainsi que notre conservateur, Anne de Chefdebien, a naturellement répondu à l'appel de Jean-François Dubos, commissaire de la présente exposition. Leur collaboration, fidèle et enthousiaste, s'est, pour l'occasion, matérialisée par différents prêts issus du legs de Maurice Bucquet, collectionneur du siècle dernier, qui avait rassemblé quantité d'objets et documents relatifs à la première guerre mondiale, concernant notamment la croix de Guerre. C'est cet homme qui, il y a très exactement 105 ans, organisa avec Joseph Durieux, secrétaire adjoint du conseil de l'Ordre de la Légion d'Honneur, et Paul Feuillâtre, archiviste de l'institution, une exposition au pavillon de Marsan sur « La Légion d'Honneur et les décorations françaises », dont sa collection formait une large part. Cette exposition fut fondatrice du musée de la Légion d'Honneur dans la volonté d'exposer de façon pérenne au public les distinctions honorifiques françaises. Mais la première guerre mondiale ralentit le projet qui, finalement, vit le jour en 1925 dans l'une des ailes du palais de la Légion d'Honneur avec la vocation, clairement affirmée par le grand chancelier d'alors, le général Dubail, d'être un lieu de mémoire de l'héroïsme des combattants français. Il s'est depuis naturellement enrichi de nombreuses œuvres, grâce en particulier au dépôt Spada, et ses collections étrangères rassemblent les distinctions de plus de 120 États. Le musée fait ainsi aujourd'hui la preuve que la noblesse et le mérite ne connaissent de frontières ni temporelles ni spatiales et sa renommée internationale est un encouragement pour la vitalité de ces valeurs ».

De gauche à droite : cinq jeunes filles du lycée de la Légion d'Honneur ; Pierre Laugeay, chef du Service historique de la défense ; Jean-François Dubos, commissaire de l'exposition ; le général d'armée Jean-Louis Georgelin, grand chancelier de la Légion d'Honneur.

En regard de l'allocution du grand chancelier

S'il est vrai que « *point n'est besoin d'espérer pour entreprendre ni de réussir pour persévérer* », nous pouvons être fiers d'avoir réalisé pratiquement les objectifs que nous nous étions fixés, il y a plus de dix-huit mois, pour célébrer le centenaire de la création de la croix de Guerre :

- un timbre-poste ;
- une plaquette qui a soulevé un très grand intérêt et complémentaire de l'ouvrage réalisé sous la présidence du général Jacques Larchet « La marque du courage » ;
- l'exposition « Honneur aux Braves ! La croix de Guerre », réalisée par le Service historique de la Défense à notre initiative, pour couronner ce programme.

Nous devons cette réalisation en premier lieu à notre volonté de réussir : la persévérance a donc payé !

Nous remercions la Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives et le contrôleur des armées Myriam Achari, directrice de l'institution.

Nos remerciements vont aussi à monsieur Pierre Laugeay, chef du Service historique de la défense, et monsieur Jean-François Dubos, concepteur et réalisateur de l'exposition.

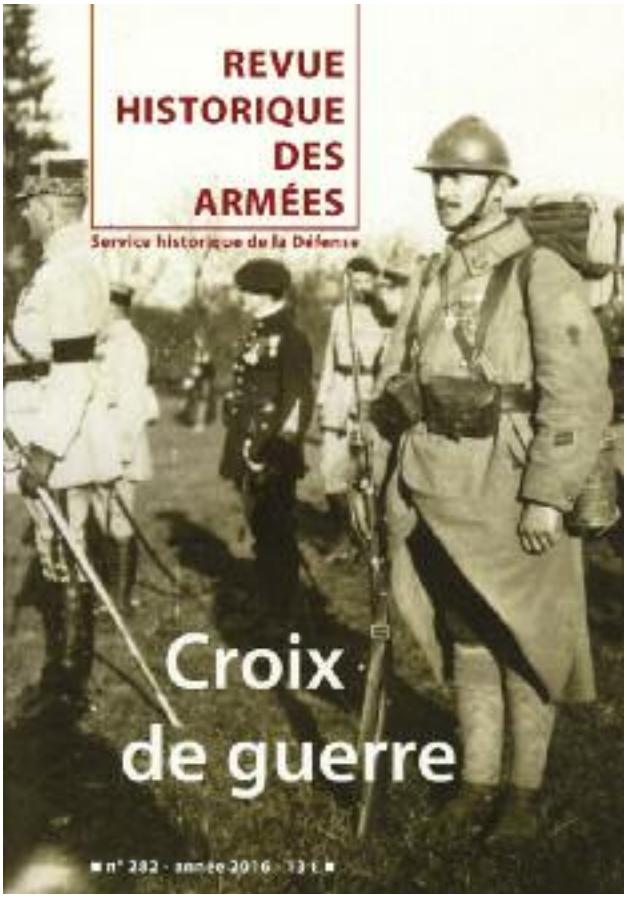
Celle-ci a été inaugurée le 14 mars 2016, sous le haut patronage et en présence du général d'armée Jean-Louis Georgelin, grand chancelier de la Légion d'Honneur, dont on trouvera l'allocution en pages 4 et 5 de la présente revue.

La muséographie présente l'histoire de la croix de Guerre 1914-1918 ainsi que sa filiation, la croix de Guerre des TOE, la croix de Guerre 1939-1945 et la croix de la Valeur militaire. De nombreux objets des différents conflits illustrent parfaitement les faits d'armes de nos grands Anciens, des villes et des unités militaires décorées de la croix de Guerre.

Au sein de notre association nationale, nous avons eu l'immense émotion de découvrir notre drapeau, présenté sur un faisceau d'armes au centre du sanctuaire qu'est la « Salle des emblèmes » des régiments et unités dissoutes qui, en majorité, sont décorées de la croix de Guerre (*photo p.4*).

Voilà donc bien formalisé un projet patriotique exemplaire pour tous et en particulier pour notre jeune génération.

François CASTANIER



LA BATAILLE DES DARDANELLES

Février 1915 - janvier 1916

La bataille des Dardanelles, navale puis terrestre, a été engagée dans la péninsule de Gallipoli (Turquie actuelle) entre février 1915 et janvier 1916 pour assurer le ravitaillement de la Russie, alliée de la France et de la Grande-Bretagne au début de la premiere guerre mondiale. Elle a opposé l'Empire ottoman aux troupes françaises, britanniques, australiennes et néo-zélandaises (188.000 hommes hors de combat, dont 57.000 morts). L'incontestable victoire défensive des Turcs leur a coûté 180.000 hommes. L'armée ottomane ne s'en releva pas et ne put remporter aucun autre succès d'une telle ampleur sur les autres théâtres d'opérations. L'échec de cette « *expédition désastreuse mais [dont] les événements sont glorieux* », ne semble pourtant pas dû à la mauvaise qualité des soldats alliés, qui y firent preuve de courage et de pugnacité.

Le vice-amiral Émile Guépratte, fondateur en 1919 de l'Association nationale des croix de guerre, commandait l'escadre française aux Dardanelles.ù

Le contexte stratégique	*p.8*
La planification	*p.10*
Les opérations	*p.12*
L'aviation	*p14*
Le soutien logistique	*p.16*
Les enseignements	*p.18*

Dossier réalisé
par le Colonel Thierry Noulens
et les Commandants Yohann Hamy et Pierre Perrier
de l'École de guerre

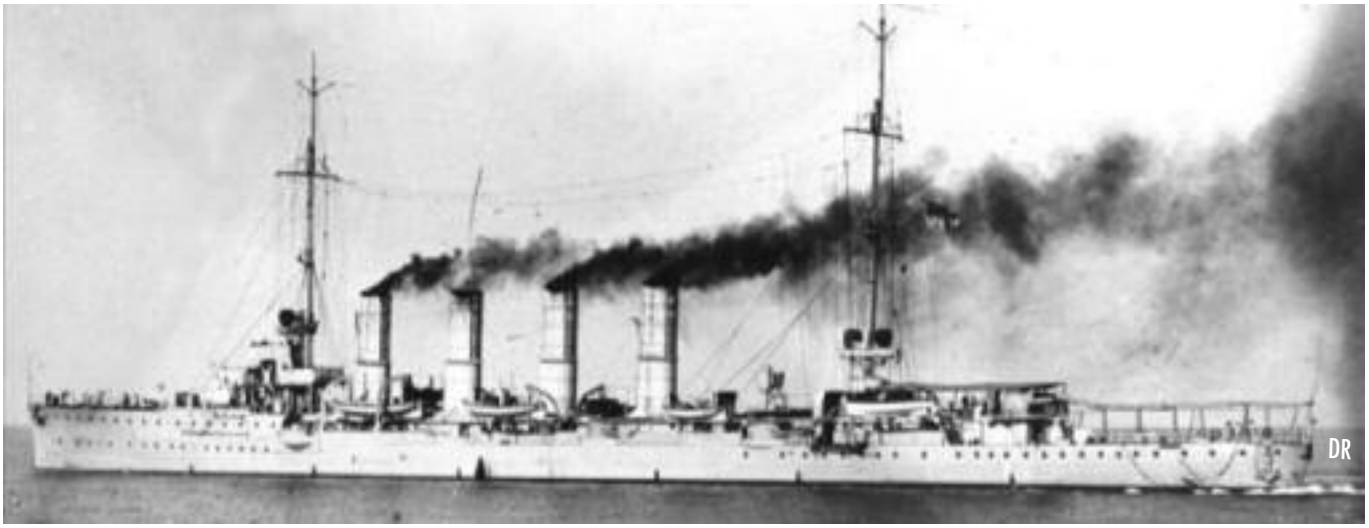
Le contexte stratégique

La convoitise des détroits du Bosphore et des Dardanelles

En 1914, l'Empire ottoman, « homme malade de l'Europe », n'est plus que le pâle reflet de ce qu'il fut autrefois lorsqu'il faisait trembler l'Autriche et la Russie. Après l'annexion en 1908 de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche-Hongrie et les guerres balkaniques, les Turcs, avaient perdu la plus grande partie de leurs régions européennes. Cependant, ils contrôlaient toujours les détroits du Bosphore et des Dardanelles, objets de convoitises de ses voisins. Face à ce déclin, les « Jeunes Turcs » prirent le pouvoir en 1909 pour y mettre un terme.

En septembre 1908, un accord secret signé entre l'Autriche-Hongrie et la Russie, avait découpé la Turquie en zones d'influence. La zone russe englobait Constantinople et les détroits. Mais à Sofia, le nouveau tsar Ferdinand avait lui aussi des vues sur eux ainsi que le roi de Grèce. La première guerre balkanique permit aux Serbes, aux Grecs et au Bulgares d'élargir leur territoire au détriment des Ottomans. Mais Ferdinand se senti floué dans les partages par ses Alliés. La Bulgarie entra donc en guerre contre eux en 1913 et fut battue, ce qui entraîna la rupture de l'alliance russo-bulgare. Les grandes puissances regardèrent avec une grande attention ces conflits car elles menaient une lutte secrète d'influence dans la région. La Turquie recouvra sa souveraineté sur la Thrace orientale, ce qui éloigna la Grèce des détroits. Le statut de ces derniers avait fait l'objet de la convention de Londres de 1841. Le sultan de Constantinople s'était engagé à interdire les détroits aux navires de guerre des autres puissances en temps de paix. La Russie sortait perdante de cette convention car sa flotte se trouvait, du coup, enfermée en mer Noire tout en restant menacée car la convention ne devait s'appliquer qu'en temps de paix. Après la guerre de Crimée, le traité de Paris, signé en 1856, déclara toute la mer Noire zone neutre, ce qui força la Russie à démanteler son arsenal maritime sur le littoral de la mer Noire.

Lorsque la guerre éclata, l'Empire ottoman décida de rester neutre. En janvier 1913, un coup d'État avait porté au pouvoir un triumvirat « dictatorial » composé de Mehmet Talaat Pacha, ministre de l'Intérieur, Ismail Enver Pacha, ministre de la Guerre, et Ahmed Djemel Pacha, ministre de la Marine.



Le croiseur allemand Breslau, *qui sera intégré à la flotte ottomane.*

Parmi les pays de la Triple Entente (France, Grande-Bretagne et Russie), seule la Grande-Bretagne, craignant une attaque contre le canal de Suez, semblait soucieuse de maintenir une neutralité ottomane. Mais Talaat Pacha n'était pas favorable à une alliance avec l'Allemagne, car il pensait que le pays n'était pas en mesure de mener une guerre. Djemel Pacha se montrait hésitant. En revanche, Enver Pacha était un fervent partisan de l'entrée en guerre aux côtés des Empires centraux. Il avait été attaché militaire à Berlin et était germanophile. Il avait une confiance inébranlable dans l'armée allemande, dont une mission militaire formait l'armée de Terre ottomane depuis 1888. Pour lui, l'Empire ottoman avait tout à craindre d'une victoire russe mais rien d'une victoire de l'Allemagne, qui se posait dans le monde comme protectrice de l'islam. Au contraire, pensait-il, une telle victoire serait peut-être l'occasion pour les Ottomans de rétablir leur souveraineté en Égypte et sur les territoires conquis par la Russie. Le 10 août 1914, l'arrivée du *Goeben* et du *Breslau* en mer de Marmara accéléra la marche vers la guerre. Ces deux bâtiments allemands, après avoir bombardé Bône et Philippeville, avait échappé à l'escadre de l'amiral Milne, lancée à leur poursuite, et avaient reçu l'autorisation d'Enver Pacha de pénétrer dans le détroit des Dardanelles. Une telle décision violait les clauses de 1841. Pour sauvegarder les apparences, les deux navires furent intégrés à la flotte ottomane et leurs équipages adoptèrent la tenue de la Marine turque. Enver Pacha prétendit que cela était la juste compensation à la saisie par les Britanniques des deux bâtiments que les Ottomans avaient payés et en cours d'achèvement en Grande-Bretagne. L'amiral Souchon, commandant de l'escadre formée par les deux navires, prit le commandement de la Marine turque ce qui entraîna le rappel de la mission navale britannique à Constantinople pour aider les Turcs à mettre sur pied une flotte moderne. Le 26 septembre, les Turcs, poussés par leurs conseillers militaires allemands, firent fermer les Dardanelles en y mouillant des mines, ce qui était encore une violation du traité de 1841. La fermeture des détroits mettait la Russie dans une situation très préoccupante, car elle ne pouvait plus exporter son blé, ni recevoir le matériel de guerre attendus avec impatience. La victoire de la Marne et les revers austro-hongrois en Galicie refroidirent les ardeurs belliqueuses des dirigeants turcs, qui se mirent à douter de la victoire des Empires centraux. Enver Pacha, pour mettre son gouvernement devant le fait accompli, ordonna de sa propre initiative à Souchon de bombarder Odessa et Sébastopol. Effectuée le 29 octobre, cette agression rendit la guerre inévitable. La diplomatie britannique, qui croyait encore pouvoir maintenir l'Empire ottoman en dehors de la guerre, avait échoué. Mais les Britanniques ignoraient que l'Allemagne avait déjà signé en août un accord secret avec la Turquie et que, le 11 octobre, elles avaient prévu d'attaquer ensemble l'Égypte. Toutefois, l'entrée en guerre de la Turquie présenta un avantage pour la Triple Entente, qui y vit un argument de poids pour pousser les Etats balkaniques dans leur camp. Les Alliés firent de nouvelles avances à la Bulgarie pour l'entraîner dans la guerre à leurs côtés. Mais se posait le problème épineux de savoir comment concilier les intérêts bulgares avec ceux de la Grèce et de la Serbie. En outre, la diplomatie britannique s'était toujours opposée à l'ambition russe d'avoir un jour le libre accès à la mer. Pourtant, en novembre, après la défaite de Tannenberg (30 août), le gouvernement du tsar, qui avait opposé son veto en août à une participation de la Grèce aux opérations contre la Turquie, consentit à s'associer à la politique britannique. La Russie reçut cependant de la Grande-Bretagne, l'assurance assez vague qu'en cas de défaite de l'Allemagne le sort de Constantinople et des détroits serait réglé en tenant compte des besoins du peuple russe. **Colonel Thierry Noulens**

La planification

Une improvisation

La planification de cette expédition s'est faite dans une certaine confusion. Elle était le fait des divergences entre Français et Britanniques, mais également au sein même de leur gouvernement et de leurs états-majors. Pour les généraux French et Joffre, il fallait d'abord battre les Allemands en France et ne pas se laisser distraire par des opérations extérieures secondaires. Lord Fisher, premier lord de la mer (amiral de la flotte) était également réticent à cette expédition. Il pensait que l'effort naval devait être mené exclusivement en mer du Nord.

Winston Churchill, ministre de la Marine britannique

Ce fut l'insistance de Churchill, premier lord de l'amirauté (ministre de la Marine) depuis 1911, qui précipita l'Entente dans cette aventure. Il était persuadé qu'il fallait impérativement débloquer la Russie et s'emparer de Constantinople, et que ces objectifs étaient à la portée des Alliés. Churchill y pensait dès l'entrée en guerre de la Turquie. Il avait demandé au chef d'état-major de la Royal Navy, l'amiral Henry Jackson, une étude sur les chances de succès d'une telle opération. Jackson écrivit que ce serait une folie d'essayer de pénétrer en mer de Marmara sans s'emparer de la presqu'île de Gallipoli. Même si la flotte réussissait à passer en force le détroit des Dardanelles, elle se retrouverait face à Constantinople avec ses soutes vides et ne pourrait pas s'emparer de la ville sans troupes au sol. En janvier 1915, Churchill demanda son avis à l'amiral Carden qui venait de prendre le commandement de l'escadre bloquant les Dardanelles. Celui-ci répondit qu'un passage en force était à exclure et qu'il fallait procéder par étapes en détruisant dans un premier temps les défenses turques et en éliminant leurs champs de mines. Un événement inattendu avait apporté une justification au lancement des opérations. Les Russes, en difficulté dans le Caucase, avaient demandé le 2 janvier que les Franco-Britanniques mènent une opération de grande envergure contre la Turquie pour les soulager. Fisher se montra hostile à une action contre les Dardanelles, mais Churchill ne tint pas compte de son avis. Fisher, accepta toutefois le principe d'une opération purement navale.

Le ministre français de la Marine, Victor Augagneur, accepta que la flotte française participe à cette opération sous commandement britannique. Mais Joffre, préoccupé par les grandes offensives prévues au printemps, refusa de se priver ne serait-ce que d'une division. Il fut donc décidé que l'opération serait purement navale. Elle commencerait, dès février par la neutralisation des forts turcs, puis par la réalisation de chenaux à travers les champs de mines suivi d'un passage en force. Cependant, il fut décidé d'appuyer l'expédition par des unités de l'armée de Terre embarquées sur des navires de charge. La France mit sur pied un corps expéditionnaire à partir des dépôts de régiments d'infanterie, de troupes d'Afrique du Nord et de troupes coloniales. Le général d'Amade en prit le commandement. Il préconisa une action terrestre par la rive asiatique au Sud des détroits, qui serait suivie par une offensive en direction du nord et de

Constantinople. Mais il vit son plan rejeté par le général Hamilton lorsque celui-ci prit le commandement des troupes terrestres. L'effort devait être confié à la Marine pour forcer les détroits et non à l'armée de Terre qui n'était qu'une force d'appui. Les opérations navales avaient commencé le 19 février par le bombardement des forts de l'entrée du détroit. Une escadre française sous le commandement de l'amiral Guépratte y participa. Les îles de Tenedos, d'Imbros puis de Lemnos et de Mytilène, avaient été mises à disposition par la Grèce pour servir de bases arrière.
La seconde phase commença au début du mois de mars. Des dizaines de dragueurs de mines, essentiellement des chalutiers ou des remorqueurs réquisitionnés, se relayèrent dans le détroit pour déminer. Leur travail fut considérablement gêné par le fort courant de surface Nord-Sud contre lequel ils devaient lutter et par les défenses turques. Carden se montrait de plus en plus pessimiste. Le 14 mars, il demanda à Churchill qu'une opération terrestre soit menée parallèlement à l'opération navale, mais Churchill maintint sa décision d'attaque navale. Carden céda alors son commandement à l'amiral de Robeck, officiellement pour raison de santé.
Le 18 mars, les opérations navales échouèrent. Le lendemain, Churchill insista auprès de Robeck pour qu'il reprenne l'attaque, mais celui-ci, d'accord avec Hamilton, dût admettre que seule une opération combinée pourrait avoir des chances de succès. Les troupes embarquées étaient composées d'une division française, la seconde n'ayant encore pas rejoint, et de la 29ème Division britannique. Elles n'étaient pas en mesure de débarquer car, non seulement les conditions météorologiques se dégradèrent fortement à partir du 20 mars, mais l'aconage souffrait d'un manque criant de remorqueurs et de chalands de débarquement. En outre, le chargement des navires avait été effectué en dépit du bon sens. Dans ces conditions, il eut été illusoire de vouloir tenter un débarquement de vive force sur un rivage tenu par l'ennemi. Or, la réorganisation des chargements en baie de Moudros était irréalisable. Le 24 mars, il fut donc décidé de ramener les navires à Alexandrie pour procéder à la réorganisation des chargements et améliorer le niveau opérationnel des unités.
Ce contretemps permit aux Ottomans de renforcer considérablement leurs défenses. le général allemand Liman von Sanders prit le commandement d'une armée formée de 5 divisions pour la circonstance et mit en place un système de défense très bien conçu.
L'attaque terrestre fut prévue pour le 25 avril. Hamilton, qui ne voulait pas s'éloigner de la flotte fit le choix de débarquer au Sud de la presqu'île avec une attaque australienne, plus au Nord, qui devait couper les défenses germano-turques en deux. Les opérations se transformèrent aussitôt en une guerre de tranchées comparables à celle de France et échouèrent.

Colonel Thierry Noulenns

Le vice-amiral Émile Guépratte, commandant l'escadre française.

Les opérations

Un blocage inéluctable ?

L'opération des Dardanelles devait, dans l'esprit de Winston Churchill, permettre d'obtenir une victoire décisive contre l'Empire ottoman. Il pensait que cette victoire entraînerait la défaite des Empires centraux qui ne pouvait pas être obtenue sur les fronts de l'Ouest et de l'Est, où la situation opérationnelle semblait bloquée pour de longs mois. Pourtant, après l'échec naval du 18 mars 1915, l'attaque terrestre lancée contre la presqu'île de Gallipoli le 25 avril fut, à son tour, bloquée pour longtemps. Les combats prirent la même forme de guerre meurtrière des tranchées qu'ils avaient sur les autres fronts.

L'usure vaine des forces aux Dardanelles fit renoncer à l'opération à la fin de l'année 1915 et la presqu'île fut totalement évacuée le 8 janvier 1916. Mais l'échec de l'opération des Dardanelles est-il pour autant imputable à une mauvaise conduite des opérations ? Cette opération, mieux conduite avait-elle des chances de succès ?

De prime abord, si l'on en croit l'amiral btitannique Wemyss, cela aurait été le cas. Pour lui, « *la conception de la campagne des Dardanelles était politiquement et stratégiquement saine. Si l'affaire avait été bien menée, elle eût été couronnée de succès* ». Cependant ce serait faire fi des qualités de chef militaire du général allemand Liman van Sanders et de la pugnacité du soldat turc que d'accorder un crédit sans restriction aux conclusions de l'amiral Wemyss.

La conception stratégique de la campagne fut, sans conteste, défaillante et le choix imposé par la Royal Navy de débarquer au sud de la presqu'île contestable. Quant aux chances de succès d'un passage en force du détroit par la flotte, elles semblaient bien faibles avec le recul du temps. Le premier bombardement naval, effectué entre le 19 février et le 2 mars, fut un succès encourageant. Les forts du cap Hellès et de Kum Kale avaient été neutralisés par l'artillerie navale. Mais l'attaque du 18 mars se solda par un cuisant échec au cours duquel les Franco-Britanniques eurent 3 cuirassés coulés, dont le *Bouvet*, et perdirent 7 grands bâtiments sur 18. Leur bilan était particulièrement maigre : ils n'avaient détruit que 8 canons ennemis sur 176 et tué 40 hommes.

Si le corps terrestre avait pu débarquer aussitôt, sans doute aurait-il pu s'emparer de la presqu'île, qui était à l'époque mal défendue. L'obligation pour les Alliés de retourner à Alexandrie pour organiser une attaque terrestre laissa à Liman von Sanders tout le temps nécessaire pour organiser un système de défense efficace. Pour lui, la seule inconnue était l'endroit où les Alliés allaient débarquer. Pour éviter de disperser ses forces, il garda en réserve, au centre de la péninsule, des moyens importants qui devaient se porter rapidement à l'endroit du débarquement. Liman von Sanders pensait que celui-ci se situerait à Boulaïr, où la presqu'île est la plus étroite.

La péninsule de Gallipoli est une région de hauteurs escarpées, ravinées, désertiques, avec de rares buissons et parfois des pins rabougris. Son littoral présente des falaises à pic au pied desquelles se trouvent des petites plages, qui furent désignées comme lieu du débarquement. Celui-ci fut fixé au 25 avril.

A Kum Kale, sur la rive asiatique, un détachement français mena une attaque secondaire, dont le but était de neutraliser l'artillerie menaçant les opérations du cap Hellès. Il rembarqua, conformément au plan, dans la nuit du 26 au 27 avril. Les forces britanniques débarquèrent sur 5 plages au cap Hellès. Elles y ren-

Extrémité Sud de la péninsule de Gallipoli.

contrèrent une vive résistance et y subirent des pertes très sévères. Sedd-ul-Bahr ne fut enlevé que le lendemain, alors que l'objectif était de s'emparer rapidement du massif d'Achi-Baba. Dans les jours qui suivirent, la progression fut bloquée et le village de Krthia ne fut même pas atteint.

Pour se garder des effets de l'artillerie navale, seul moyen d'appui des Franco-Britanniques, Liman von Sanders avait ordonné de coller au plus près de leurs lignes. La crainte d'atteindre leurs propres troupes empêcha les marins alliés de tirer de façon intensive.

Sur le flanc Ouest de la presqu'île, les Australiens et les Néo-Zélandais (ANZAC) furent également bloqués sur les pentes du Sari-Baïr, grâce à l'action personnelle du lieutenant-colonel turc Mustafa Kemal.

Du 6 au 8 mai, une nouvelle attaque échoua. Le général Hamilton, qui commandait les forces terrestres, demanda à Londres l'envoi de deux divisions, puis de deux corps d'armée en renfort. Mais les Turcs recevaient continuellement des renforts qui remplaçaient rapidement leurs pertes, pourtant très lourdes. Les adversaires s'enterrèrent et le front fut bloqué, malgré l'arrivée de la deuxième division française.

L'apparition de sous-marins allemands, le 25 mai, força la flotte à se retirer à Lemnos et à Imbros à plus de quatre heures de navigation. Les Alliés avaient cependant réussi à faire débarquer des moyens d'artillerie mais leur ravitaillement fut considérablement gêné. Au début du mois de juin, après l'arrivée de la 52ème Division britannique, Hamilton relança ses attaques qui échouèrent. Au mois de juillet, il reçut en plus 3 divisions d'active et 2 territoriales, regroupées au sein du IXème Corps d'armée sous les ordres du général Stopford.

Le 7 août, elles débarquèrent dans la baie de Suvla au nord des positions ANZAC alors qu'une attaque était menée sur tous les fronts pour y fixer les troupes turques. Cette nouvelle attaque échoua du fait de la lenteur et du peu d'esprit d'initiative des chefs du IXème Corps d'armée, qui ne réussirent pas à devancer les renforts turcs envoyés du nord en toute hâte. Le 10 août, les Britanniques étaient de nouveau bloqués. Ce fut la dernière action importante de ce théâtre. L'entrée en guerre de la Bulgarie, en septembre, ouvrait aux Empires centraux un accès direct à Constantinople et réglait le problème du ravitaillement en armes et munitions des Ottomans. En outre, la Bulgarie menaçait les arrières de l'armée serbe qu'il fallait désormais secourir au plus vite par Salonique.

L'évacuation de la péninsule fut décidée le 10 décembre et exécutée aussitôt. Elle s'échelonna jusqu'au 8 janvier et resta dans les annales comme l'exemple le plus réussi d'un retrait au nez et à la barbe d'un ennemi. Les Franco-Britanniques réussirent à rembarquer de façon méthodique sans aucune perte.

Colonel Thierry Noulens

L'AVIATION

L'escadrille MF 98 T au cœur de la bataille

Au cœur des combats, une escadrille française, la MF 98 T, a été pleinement engagée. Même si leur action est restée méconnue, parfois ignorée, ces aviateurs venus de France ont fait preuve d'une ingéniosité, d'une capacité d'adaptation et d'un esprit d'innovation qui constituent une richesse méritant d'être cultivée par les aviateurs d'aujourd'hui.

Suite à la décision turque de fermer les détroits des Dardanelles et du Bosphore fin septembre 1914, et au bombardement, en octobre, des ports russes de la mer Noire, la réaction des alliés de la Russie ne se fait pas attendre. Dès le 3 novembre 1914 et sûr de la puissance de son artillerie navale, Churchill fait bombarder les forts surplombant les détroits en pensant faire plier les Turcs, mais sans grand succès. Bien au contraire, les Ottomans, soutenus par les Allemands, allaient en profiter pour renforcer leurs défenses.

Suite à la déclaration de guerre de la France à l'Empire ottoman le 5 décembre 1914, l'offensive franco-britannique suivante débute le 19 février 1915 et s'étale sur plusieurs semaines. L'aviation est utilisée pour la première fois à cette occasion afin, notamment, de conduire des missions de reconnaissance des batteries turques et de régler les tirs d'artillerie de la flotte. Cette aviation se résume alors à un parc hétéroclite de quelques hydravions appartenant aux Britanniques et transportés à bord du porte-hydravions *Ark-Royal*. Les moyens aériens déployés sur le théâtre d'opérations se voient toutefois renforcés par l'arrivée, fin mars, de l'escadrille N°3 du Royal Naval Air Service, composé d'une vingtaine d'avions de cinq types différents. Cette unité, sous les ordres du commandant d'escadrille Charles Samson, s'installe alors à proximité d'un aérodrome improvisé sur l'île de Ténédos. Côté français, l'aviation se limite alors à deux hydravions Nieuport 140 HP de l'escadrille française de Port-Saïd. Ceux-ci conduisent des missions de renseignement, comme le 16 avril 1915 avec le repérage des batteries d'In-Tépé, et lancent quelques bombes, à l'image du bombardement du village d'Erenkeuy, le 17 avril.

Formée le 26 février 1915, l'escadrille MF 98 T rejoint, après quelques pérégrinations, l'île de Ténédos (d'où le « T » de MF 98 T) le 29 avril 1916 avec ses huit avions M.F. 11 (M.F. pour Maurice Farman). Le commandement de cette unité a été confié au capitaine Antoine Césari. L'escadrille gagne Marseille, d'où elle quitte la France le 26 mars à bord du *Gange* et débarque le 5 avril à Alexandrie avec tout son chargement. Après une dizaine de jours au campement de Ramleh, l'escadrille embarque sur le *Caravellas*, qui arrive au large de Ténédos le 23 avril. Elle doit alors construire elle-même des radeaux pour débarquer tout le chargement, le *Caravellas* ne pouvant accoster à cause de hauts-fonds. Le 4 mai, le premier vol de l'escadrille a lieu depuis l'île de Ténédos. Les hydravions français quittent alors les Dardanelles pour regagner Port-Saïd.

Alors que le débarquement des troupes franco-britanniques a commencé depuis le 25 avril, l'escadrille française participe activement aux opérations aériennes dès le début du mois de mai en menant des missions variées : reconnaissances tactiques et dans la profondeur ; observation et réglage des tirs d'artillerie navale ; bombardement en appui des troupes au sol et sur les axes de ravitaillement. La qualité du travail photographique des Français, en disposant d'un matériel de premier ordre que n'ont pas les Britan-

niques, permet d'actualiser les cartes du théâtre. Quant au bombardement, les Français compensent leurs faibles moyens par leur ingéniosité. Dans un atelier créé pour l'occasion, ils transforment des obus de canons de Marine en bombes en y soudant des ailettes et en y installant un dispositif d'amorce à retardement. Le 14 juillet, ils fabriquent même des engins incendiaires, à partir d'obus de 10 kg auxquels ils adjoignent des bidons d'essence. Après le nouveau débarquement dans la baie de Suvla à partir du 6 août 1915, l'action de l'aviation de bombardement est davantage concentrée sur les voies de communication turques. Le sergent Jules Lecompte s'illustre d'ailleurs le 18 août en coulant un navire de transport avec un obus de 155 mm. La suprématie aérienne, acquise en début de conflit, est de plus en plus contestée par l'ennemi. Les Turcs sont aidés et équipés par les Allemands. Cela vaudra quelques combats aériens aux aviateurs français, qui reçoivent à l'automne 1915 le renfort de quelques avions Morane-Saulnier type L « Parasol », mieux adaptés aux missions de chasse.

Le sergent Dumas avec les bombes artisanales utilisées par l'escadrille MF 98 T.

Face à l'incapacité des Alliés à vaincre les Turcs au sol, la décision de rembarquer les troupes est finalement prise début décembre 1915, lors de la conférence de Calais. Churchill, premier lord de l'Amirauté, démissionne quelques jours plus tard. L'évacuation débute à Sulva le 7 décembre et s'achève, sur l'ensemble de la presqu'île, le 8 janvier 1916. L'escadrille MF 98 T couvre le rembarquement puis quitte les Dardanelles quelques jours plus tard pour rallier Salonique, non sans avoir mené quelques combats aériens. Le lieutenant Jules Lecompte trouve la mort le 6 janvier 1916 en s'écrasant, après avoir été abattu par le lieutenant allemand Buddecke qui pilote un Fokker Eindeker. La MF 98 T n'est pas en reste puisque l'adjudant Charles Denti remporte, six jours plus tard, l'unique victoire aérienne homologuée de la bataille des Dardanelles pour l'escadrille avec son mitrailleur, le caporal René Weisshaupt. Au bilan, avec plus d'une centaine d'heures de vol par mois et par pilote (environ 120 heures pour le capitaine Cesari, un record en aviation de guerre), l'activité de l'escadrille a été très soutenue. Outre le lieutenant Lecompte, l'escadrille a perdu, le 25 août, le sous-lieutenant Saint-André et le sergent Dumas, qui s'écrasent en mer suite à un incident mécanique. Si l'Histoire retient l'échec de l'expédition des Dardanelles, l'action des aviateurs de la MF 98 T ne doit pas être ignorée. Loin du territoire national, avec des moyens limités et dans des conditions difficiles, ils ont démontré leur capacité opérationnelle, leur ingéniosité et leur esprit d'innovation. Aujourd'hui, le drapeau de l'escadrille MF 98 T est détenu par la base aérienne d'Orléans.

Commandant Yohann Hamy,
stagiaire de la promotion Verdun

LE SOUTIEN LOGISITIQUE

Facteur de la capacité de durer

La capacité de durer des troupes au sol combattant dans des conditions parfois extrêmes ne put être préservée que grâce à l'efficacité du soutien logistique, pourtant mené dans des conditions très difficiles. Mais, malgré tous les efforts consentis, les conditions de vie des combattants aux Dardanelles furent sans doute parmi les plus dures de toute la guerre. Les forces comptaient 80.000 hommes lors du débarquement du 25 avril 1915 et 130.000 en août.

Les Britanniques choisirent l'île grecque de Lemnos comme base de soutien. La baie de Moudros, bassin de 5 km de rayon, y présentait l'avantage d'être facile à défendre et surtout de pouvoir mettre la flotte à l'abri des tempêtes. Cette île était à environ 52 milles marins (96 km) de l'extrémité de la presqu'île de Gallipoli et à 525 milles (972 km) d'Alexandrie. Lemnos était une île occupée par la Grèce depuis la première guerre balkanique. Pour ne pas compromettre ce pays neutre, le ministère britannique des Affaires étrangères conclut avec son gouvernement un arrangement basé sur le fait que la Turquie n'avait jamais reconnu la souveraineté grecque sur ce territoire. Les Britanniques purent donc s'y installer en reconnaissant la souveraineté turque de cette île, qu'officiellement ils occupaient en tant que territoire ennemi. A leur arrivée sur place, le 17 mars, les Français durent à leur tour s'y installer. Mais les ressources de l'île de Lemnos étaient faibles, notamment en eau potable, et le port de Moudros ne disposait pas des capacités nécessaires au flux logistique du corps expéditionnaire. La base logistique française s'installa cependant aussitôt et les boulangeries militaires furent bientôt opérationnelles. Le 19 mars, le vapeur *Himalaya*, premier courrier hebdomadaire, accosta à Moudros. Il apportait le premier ravitaillement en vivres, eau et fourrage. Mais, si la chaîne logistique était en place depuis la métropole, la montée en puissance de la base avancée se heurtait

Convoi de ravitaillement britannique au Cap Hellès.

à de grosses difficultés. Non seulement, à partir du 20 mars, les conditions météorologiques se dégradèrent fortement, rendant toutes les communications entre les navires et la terre périlleuses, mais l'aconage souffrait d'un manque criant de remorqueurs et de chalands de débarquement. Lors du retour du corps expéditionnaire à Alexandrie, après l'échec du 18 mars, il fut laissé sur place une base réduite chargée de poursuivre la mise en place des infrastructures nécessaires au futur débarquement dont les établissements de santé. Dans un premier temps, l'eau fut apportée au mouillage par des ravitailleurs grecs ou par des bateaux français allant s'approvisionner sur le continent, en particulier à Salonique. Par la suite, il fallut transformer des navires de charge en bateaux distillateurs. Après le débarquement du 25 avril et jusqu'à la mi-mai, l'acharnement de la lutte fit négliger l'organisation de l'arrière et le ravitaillement général fut laissé à la merci de la première tempête un peu violente. Cette situation inquiétante montra qu'Alexandrie était trop éloigné, pour servir de centre de réapprovisionnement. Aussi une série de mesures furent-elles prises pour assurer le jeu régulier des ravitaillements et des renforts. Pour faciliter le commandement de la logistique, l'état-major fut renforcé et son sous-chef prit la direction des étapes et des services. Le ministre de la Guerre demanda à installer sa base logistique à Mytilène ce qu'il ne put obtenir pour des considérations d'ordre diplomatique. Les Français durent donc se contenter de la partie orientale de l'île de Lemnos pour installer leurs dépôts intermédiaires, dont la création venait d'être ordonnée. Pour supprimer l'inconvénient que présentait le mouillage éloigné pour le chargement et le déchargement, on transforma deux navires de charge en magasins flottants : l'un pour les vivres, l'autre pour les munitions. Le ravitaillement put ainsi se faire par accostage des petits navires ou des grands chalands pontés, qui faisaient la navette entre Moudros et Sedd-ul-Bahr. La base comprenait aussi une organisation sanitaire complète assurant l'évacuation des hommes gravement atteints, le traitement des blessés légers, des éclopés et des convalescents. Certains blessés continuèrent à être évacués par navire-hôpital à Alexandrie où il existait un centre de 2.000 lits. Des postes de secours chirurgicaux étaient installés au plus près des lignes et les blessés, après avoir reçu les premiers soins, devaient être transbordés sur des navires-hôpitaux jusqu'à Lemnos. L'apparition des sous-marins allemands le 25 mai obligea le commandement à maintenir à Moudros les grands navires chargés d'apporter au cap Hellès le ravitaillement quotidien. Les chalands, qui servaient à transborder le personnel, le matériel et les vivres, durent parcourir environ 96 km au lieu de 800 m. En outre, les aléas de la mer étaient une source non négligeable de complications pour l'approvisionnement du cap Hellès, qui devait s'effectuer de nuit étant donné la menace que faisait peser l'artillerie turque de la côte asiatique.

Les conditions de vie sur la presqu'île étaient infernales. Menacés par un feu continu, les 20.000 Français s'entassaient sur un terrain de 6 km sur 4 km, parmi des tranchées, des boyaux et des décombres. En juin, pour améliorer la vie de ses hommes, le général Gouraud fit installer un centre de repos sur l'île de Ténédos, qui accueillait déjà l'escadrille française. Cette île accueillit également les malades, nombreux en raison des conditions d'hygiène déplorables dans lesquelles ils vivaient sur la presqu'île. Avec l'arrivée des premiers froids en novembre, les tirailleurs sénégalais, qui ne supportaient pas le froid humide commencèrent à tomber malade. Le 29 novembre, 1.140 d'entre eux se présentèrent à la visite et 390 furent évacués, car ils étaient atteints d'affections nécessitant un traitement sérieux. Chez les Britanniques, dans la région de Suvla, 150 hommes étaient morts de froid et 5.000 plus ou moins atteints.

Colonel Thierry Noulens

Les enseignements

Nécessité d'une bonne étude de terrain

La prise en compte insuffisante de la configuration du terrain et de son organisation par l'ennemi mena les Alliés à une catastrophe humaine et militaire de premier ordre. L'erreur topographique majeure qui fit débarquer l'Australian and New Zealand Army Corps (ANZAC) à l'un des pires endroits pour un débarquement ajouta encore au drame. De leur côté, les forces ottomanes encadrées par les militaires allemands (1) surent profiter du terrain et l'aménager efficacement, faisant ainsi la différence malgré de très gros problèmes de soutien et d'appuis .

Les Franco-Britanniques ne possédaient tout au plus que quelques cartes de la zone sommairement renseignées, qu'il s'agisse des positions de l'ennemi ou de la nature même du terrain, ainsi que de ses principales caractéristiques. Elles étaient par ailleurs anciennes, certaines remontant à plusieurs dizaines d'années.

Les renseignements les plus récents utilisés pour la préparation des débarquements furent les croquis faits par les officiers de la Marine britannique de novembre à mars 1914. Ils étaient assez précis en ce qui concerne la configuration générale du littoral mais comprenaient de graves manques. Les tranchées et les nids de mitrailleuses, installés sur les lignes de crêtes surplombant les plages n'y figurant pas, étaient indétectables. Par ailleurs, ces représentations n'offraient aucun élément sur le dispositif de l'adversaire dans la profondeur. Par ailleurs, les Ottomans, sur les conseils des Allemands, aménagèrent également le terrain en déployant sur les plages des réseaux de barbelés importants et battus par les feux qui constituèrent une très mauvaise surprise pour les troupes de l'Empire britannique. De manière à conserver le secret sur ces travaux de génie, les Turcs les réalisèrent en grande partie de nuit, entre fin mars et début avril. Ainsi, les Alliés ne pouvaient pas déterminer par leurs observations les zones où le génie s'affairait à valoriser défensivement le terrain. Ils ne découvrirent donc les champs de barbelés, en grande partie, qu'au moment de débarquer.

Ce tableau montre les difficultés que les ANZAC (Australiens et Néo-Zélandais) rencontrèrent lors de leur débarquement le 25 avril 1915. "Anzac, the landing 1915" par George Lambert, 1922.

Cette mauvaise analyse du terrain aboutit par ailleurs à déterminer des objectifs qui, même s'ils avaient été pris, n'auraient pas permis de remplir la mission. Ainsi, les forces britanniques débarquées au cap Hellès avaient-elles comme objectif de s'emparer du mouvement de terrain d'Achi Tepe. La prise de ce point devait, selon les Britanniques, leur permettre de battre de leurs feux les forts et les batteries, qui défendaient les détroits des Dardanelles et du Bosphore, en vue de leur déminage puis pour le passage de la flotte. Malheureusement, cette hypothèse était erronée. Cette position n'offrait des vues que sur l'entrée des détroits, c'est-à-dire sur la zone déjà contrôlée par les Alliés. Achi Tepe représentait bien un avantage, mais pour les défenseurs. Depuis cette position, les Turcs disposaient d'un excellent visuel sur les plages du cap Hellès et pouvaient également prendre en enfilade la plupart des ravins qui y débouchaient. Achi Tepe devait être occupé, selon le plan élaboré, dans la nuit du 25 au 26 avril. Dans les faits, il ne fut jamais atteint. Les Britanniques arrivèrent en deux mois à mi-chemin et ne progressèrent jamais au-delà.

Un des principes de base, lorsque l'on envisage une opération amphibie est de bien choisir les plages sur lesquelles on veut débarquer. Celles-ci doivent permettre l'établissement d'une tête de pont et ensuite une progression rapide vers l'intérieur des terres.

Or, une étude digne de ce nom aurait permis de déterminer que ce terrain jouerait principalement en faveur des défenseurs ottomans. Les plages, relativement étroites, offraient peu de protection. Leurs débouchés, constitués de mouvements de terrain très prononcés et ravinés, constituaient de formidables positions défensives et interdisaient toute poursuite ultérieure vers l'intérieur. Les Turcs réussirent donc à contenir les premiers débarquements avec relativement peu de troupes qui furent par la suite renforcées, transformant presque immédiatement cette opération offensive en une confrontation défensive. Le terrain situé en arrière des plages était par ailleurs compartimenté par de nombreuses collines et lignes de crêtes empêchant tout contournement des dispositifs défensifs. Enfin, une fois la bataille installée dans une guerre de positions, tout comme sur le front de l'Ouest, la décision du général allemand Liman von Sanders de tenir les hauts, tout en cherchant au maximum le contact entre ses positions et celle des Franco-Britanniques, lui permit de supprimer l'avantage dont ils disposaient. Tant que les positions étaient éloignées, il était possible à la flotte alliée d'appuyer ses troupes au sol. Néanmoins, une fois les dispositifs imbriqués, les Alliés ne pouvaient plus bénéficier de cet avantage, les tirs étant trop imprécis.

La géographie physique représentait enfin un défi en matière sanitaire. Les portions de terrain occupées par les Alliés furent relativement modestes, mais durent accueillir des effectifs très importants, ce qui posa plusieurs problèmes. L'approvisionnement en eau était particulièrement difficile. En effet, la péninsule de Gallipoli comptait très peu de points d'eau qui étaient tous, et dès le début, impropres à la consommation ou bien le devinrent du fait des milliers de corps en décomposition qui jonchaient le terrain. Le nombre important des morts, conjugué à la tepérature estivale élevée et à l'impossibilité de les enterrer correctement, entraîna une pollution des sols. De même, la multiplication exponentielle des mouches et des moustiques se traduisit par une augmentation particulièrement importante des morts par dysenterie, dont le nombre dépassa celui des tués au combat.

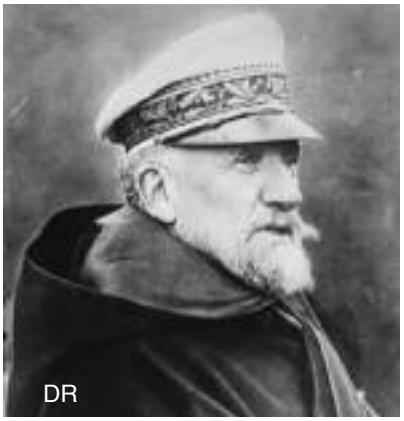
Commandant Pierre Perrier
stagiaire de la promotion Verdun

(1) Le général Otto Liman von Sanders était le chef de la mission militaire allemande auprès de l'Empire ottoman depuis 1913. Il reçut du gouvernement ottoman le commandement de la Vème Armée et du secteur des Dardanelles au lendemain de l'échec allié du 18 mars 1915.

La Marine française pendant

En 1914, la Marine allemande surclassait la Marine française ,qui était trop peu homogène et souvent vieillie. Mais l'entrée en guerre de la Grande-Bretagne devait donner d'emblée aux Alliés la supériorité maritime. La coopération entre les deux Marines avait été définie par trois conventions signées au début de 1913.

Les Britanniques s'étaient engagés à assurer la défense des côtes françaises dans la mer du Nord et une partie de la Manche, pour que la flotte française puisse transférer le gros de ses forces en Méditerranée occidentale. Elle devait y protéger les liaisons entre l'Afrique du nord et la métropole sur lesquelles pesait la menace de la Marine italienne. Les Britanniques devaient entretenir une force permanente à Malte et limiter leur action au bassin oriental de la Méditerranée. La Marine allemande de haute mer, mise sur pied par l'amiral von Tirpitz à partir de 1896, disposait comme bâtiments de première ligne de 12 dreadnoughts, 4 pré-dreadnoughts, 6 croiseurs de bataille et, comme bâtiments de seconde ligne, de 20 cuirassés, 9 grands croiseurs, une quarantaine de croiseurs protégés, plus de 150 contre-torpilleurs et 50 torpilleurs et sous-marins. L'action de Winston Churchill et de lord Fisher avait permis aux Britanniques de conserver leur avance. La flotte britannique comptait 24 dreadnoughts, 10 croiseurs de bataille, 40 cuirassés anciens, 34 croiseurs cuirassés, 96 petits croiseurs, 280 contre-torpilleurs, 30 torpilleurs et 80 sous-marins.



L'amiral Boué de Lapeyrère.

En Méditerranée

Lorsque la neutralité de l'Italie fut officiellement annoncée, une convention franco-britannique, signée le 6 août, donna à la France la direction des opérations navales en Méditerranée. Les forces navales françaises, appuyées par l'escadre britannique, devaient y protéger le commerce allié, surveiller l'Adriatique où la flotte austro-hongroise (19 cuirassés, 9 croiseurs, 48 torpilleurs et 8 sous-marins) présentait une menace non négligeable, contrôler le détroit de Gibraltar et protéger le canal de Suez.

Depuis 1911, presque toutes les forces navales françaises avaient donc été concentrées à Toulon et l'amiral Boué de Lapeyrère, commandant en chef de la flotte, disposait de 4 dreadnoughts, 6 cuirassés pré-dreadnoughts, de 15 cuirassés plus anciens, d'autant de croiseurs, de 90 contre-torpilleurs et de 60 sous-marins. Le reste de la flotte était réparti ente Brest, Cherbourg, Lorient et Bizerte. Rochefort ne comptait que des sous-marins. On trouvait des ports de moindre importance à Ajaccio, Alger, Oran et Saïgon. La présence en Méditerranée du *Goeben* et du *Breslau,* qui bombardèrent Bône et Philippeville le jour de l'entrée en guerre, faisait peser une menace sur le transport du XIXème Corps d'armée d'Algérie en France. Le retrait de ces deux bâtiments dans le Bosphore, sans que les Britanniques ne puissent les couler, éloigna la menace. Il restait à bloquer la Marine austro-hongroise au nord du canal d'Otrante et à approvisionner le Monténégro en assurant des transports vers Antivari.

Le 14 août 1914, après une escale à Malte, une escadre française se présenta devant les bouches de Kotor. Après avoir coulé le petit croiseur *Zena*, elle dut se retirer, car la mise en place de mines par les Austro-Hongrois rendait impossible toute action efficace contre Kotor. Même si la flotte austro-hongroise de surface restait inactive, les sous-marins faisaient pe-

la première guerre mondiale

ser une menace importante dans le canal d'Otrante. Le 21 décembre 1914, le *Jean-Bart* fut torpillé et dut aller se faire réparer à Malte. Les sous-marins français continuèrent leur action avec plus ou moins de succès, mais l'absence d'une base de proximité et le manque de bâtiments légers limitaient l'action de la Marine française en Adriatique. L'entrée en guerre de l'Italie facilita grandement sa tâche. En janvier 1916, elle fut chargée de l'évacuation de l'armée serbe par la côte dalmate. A cette occasion, l'occupation de Corfou fournit aux Français la base qui leur faisait défaut. Les Austro-Hongrois menèrent alors des raids avec des bâtiments légers, face auxquels les marins français connurent un certain succès. Cependant la grande affaire en Méditerranée fut celle des Dardanelles. La Marine française y participa avec la division Guépratte qui subit de lourdes pertes le 18 mars, dont le *Bouvet* qui coula en moins d'une minute. Par la suite, la Marine participa au dragage des mines du détroit avec de nombreux petits navires et assura le soutien logistique des troupes à terre.

En janvier 1916, la Marine participa activement à l'évacuation des troupes des Dardanelles et à leur transfert à Salonique, où une action dans les Balkans de l'armée d'Orient se préparait. La Marine participa avec succès à l'ouverture de ce nouveau théâtre qui n'était accessible que par mer. Il lui fallut protéger les convois contre la menace sous-marine et transporter des centaines de milliers d'hommes et leurs approvisionnements.

Parallèlement à ces actions, la Marine devait intervenir sur les côtes du Levant entre l'Égypte et l'Anatolie. Dès 1914, Les garde-côtes *Requin* et *Amiral-Charner* furent envoyés en Egypte pour participer à la défense du canal de Suez. Le *Montcalm* et le *Desaix* étaient en mer Rouge. Lors de l'attaque turque du 3 février 1915, le *Requin* embossé dans le lac Timsah et le *D'Entrecasteaux* dans les lacs Amers neutralisèrent, par leurs tirs, l'artillerie ottomane et participèrent grandement à la sauvegarde du canal. Par la suite, l'escadre française bloqua les côtes de Syrie et du Liban et sauvèrent du massacre 300.000 Arméniens. Au cours de ses actions, une goélette turque fut prise à l'abordage par l'équipage du chalutier armé *Nord-Caper*. Par la suite, les bâtiments français appuyèrent l'offensive britannique en Palestine en 1917 et 1918.

Autres opérations

Dans la Manche et en mer du Nord, les destroyers français de Cherbourg réussirent plus d'une fois à retarder l'avance allemande le long de la côte belge. Mais ce fut surtout la lutte anti-sous-marine qui occupa les bâtiments français y compris en Atlantique. Les moyens faisaient cruellement défaut au début de la guerre. Il fallut commander, en 1916, des navires supplémentaires au Japon et en Grande-Bretagne. Lorsque l'Allemagne déclara la lutte anti-sous-marine à outrance, en février 1917, leur mise en place permit à la France de participer activement aux côtés des Britanniques et des Américains à la guerre contre les sous-marins.

Le cuirassé Bouvet.

La Marine française fut également engagée dans la Pacifique. En Chine, l'escadre allemande de l'amiral von Spee, basée à Tsing-Tao, avait pour mission d'agir dans le Pacifique pour y gêner le commerce allié. Elle entra en contact avec la Marine française le 14 septembre au large d'Apia (Samoa) lors de l'attaque d'un convoi néo-zélandais, dont faisait partie le *Montcalm*. L'amiral von Spee tenta par la suite de se ravitailler à Tahiti, mais il dut faire demi-tour face à la résistance des marins français qui avaient débarqué les canons de la *Zelée* (680 t) pour défendre la côte. Le *Mousquet* fut coulé par l'*Emden* aux Marshall le 28 octobre. De leur côté, le *Dupleix* et le *Condé* participèrent avec les Britanniques à la poursuite des croiseurs allemands isolés dans le Pacifique. La première guerre mondiale vit également l'essor de l'aéronautique navale dont les débuts remontaient à 1911, mais qui fut créée officiellement en juillet 1914. Elle ne disposait alors que de 14 pilotes et 14 hydravions. La priorité fut donnée au développement de l'aviation côtière et La *Foudre* fut transformée en porte-aéronefs. A la fin de la guerre, l'aéronavale comptait 1.135 avions, une trentaine de dirigeables et 200 ballons, utilisés surtout dans le repérage des sous-marins ennemis. Elle regroupait 11.000 hommes dont 700 pilotes et autant d'observateurs. Ses pertes au cours de la guerre s'élevèrent à 240 pilotes et observateurs tués. Il ne faudrait pas passer sous silence l'action des formations de marins détachés aux armées.

L'armée de Terre dut faire appel aux savoir-faire des marins pour organiser ses unités d'auto-canons et d'auto-mitrailleuses, dont les premiers exemplaires furent équipés de canons légers de marine. Même lorsque ces engins passèrent sous la responsabilité de la cavalerie en juin 1916, certains marins continuèrent à y servir. Des canonniers-marins furent également détachés dans l'armée de Terre. Dès août 1914, une vingtaine de pièces de 14 et 16 cm furent démontées de cuirassés désarmés et mis à terre. Elles furent installées avec leurs servants dans les forts de la région parisienne, pour participer à la défense du camp retranché de Paris. Mais ce fut surtout lors de la bataille de Verdun que les canonniers-marins s'illustrèrent. Par la suite, ils servirent jusqu'à la fin du conflit soit à terre, soit sur des canonnières fluviales, soit sur voie ferrée. Mais la participation de la Marine aux opérations terrestres fut surtout marquée par les actions menées par la brigade de fusiliers-marins de l'amiral Ronac'h, qui fut engagé pour la première fois à Dixmude en octobre 1914. Par la suite cette brigade participa à de nombreux combats. Après la reddition de l'Allemagne, l'action de la Marine ne fut pas terminée pour autant. Elle intervint en mer Noire pour soutenir les Russes blancs puis, en novembre 1920, participa à l'évacuation de l'armée Wrangel.

Au cours de la guerre, la Marine française a perdu 4 cuirassés, 5 croiseurs, 13 contre-torpilleurs et torpilleurs, 3 canonnières et 14 sous-marins. Le mérite de la victoire sur mer revient incontestablement à la Marine britannique, mais l'apport de la Marine française a été loin d'être négligeable, bien qu'elle n'ait participé à aucune grande bataille navale. Cependant, la tâche exténuante et pénible qui a été la sienne a été beaucoup occultée par celle de l'armée de Terre, ce qui semble bien injuste.

Le sous-marin Mariotte.

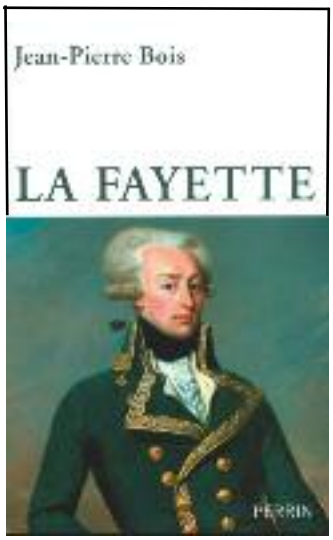
Colonel Thierry Noulens,
docteur en Histoire
professeur à l'École de guerre

DANS LES LIVRES

LA FAYETTE

par Jean-Pierre Bois

Le marquis Gilbert du Motier de La Fayette (1757-1834), général et homme politique, a traversé la Monarchie absolue, la Révolution, le Premier Empire et la Monarchie constitutionnelle. Le « héros des Deux Mondes », qui a connu la richesse et la ruine, les honneurs et la prison, s'est aussi intéressé à la modernisation de l'agriculture. Citoyen d'honneur des États-Unis, il aura été, en France, le plus républicain des royalistes et le plus royaliste des républicains. Son père, colonel des grenadiers de France, est tué à la bataille de Minden en 1759. Sa mère et son grand-père maternel meurent en 1770, lui laissant un héritage qui en fait, à 17 ans, l'un des hommes les plus riches du royaume. L'année suivante, il commence sa carrière militaire dans la compagnie des mousquetaires noirs. Son beau-père lui obtient ensuite le grade de capitaine au régiment Noailles-Cavalerie stationné à Metz, dont le gouverneur est le maréchal de Broglie, frère du comte de Broglie, ancien maître du « Secret » (service de renseignement) du roi Louis XV et qui a conservé le réseau lié à cette fonction. Le jeune La Fayette s'enthousiasme pour la lutte des « insurgents » (révoltés) des colonies britanniques d'Amérique du Nord. A 19 ans, il s'y rend à ses frais et sans l'autorisation formelle de Louis XVI, rencontre George Washington et reçoit du Congrès américain un commandement de volontaires. Sa blessure et sa conduite à la bataille de Brandywine, qui a sauvé la capitale Philadelphie, le font entrer dans l'histoire de l'indépendance américaine. Reçu triomphalement à Versailles à son retour, il obtient du roi une assistance militaire qui permet la victoire décisive de Yorktown en 1781. Auréolé de gloire, il rêve de promouvoir en France les idéaux de la jeune république américaine et entre en politique. Député de la noblesse aux États généraux de 1789, il est élu, le 15 juillet, commandant général de la Garde nationale (200.000 hommes). Mais le mélange des genres lui sera fatal, contrairement à un autre jeune général victorieux, Napoléon Bonaparte qui, selon La Fayette lui-même, « *a réuni au plus haut degré quatre facultés essentielles : calculer, préparer, hasarder et attendre* ». En 1792, quoique général de l'armée du Nord face aux Autrichiens hostiles, il se présente à l'Assemblée nationale le 28 juin et demande la destruction d'une « secte », à savoir le club des Jacobins ! Craignant un coup d'État militaire, les députés le déclarent « traître à la patrie ». Pour échapper à la guillotine, il passe alors la frontière le 19 août avec son état-major, car ses troupes ne le suivent pas. Comme il refuse de donner des plans contre la France pour prix de sa délivrance, il est interné en Prusse puis en Westphalie, dans des conditions très sévères. Il ne sera libéré qu'en 1797, par le traité de Campo-Formio... négocié par Bonaparte ! Toutefois, il restera un héros aux États-Unis, qui ne l'oublieront jamais. Le 4 juillet 1917 pendant la Grande Guerre, le lieutenant-colonel américain Charles Stanton ira fleurir sa tombe à Paris et dira la fameuse phrase « *La Fayette, nous voici !* »



Loïc Salmon

Éditions Perrin/496 pages/24 €

DUNKERQUE (Nord)

Croix de Guerre 1914-1918 et 1939-1945

Au cours de la première guerre mondiale, grâce aux durs combats sur l'Yser qui ont arrêté l'offensive allemande, la ville de Dunkerque ne sera pas occupée. Elle se trouve néanmoins à 40 km du front et le port est vital pour soutenir les armées alliées. L'état de siège est proclamé le 3 août 1914. La protection de la ville est assurée par un corps d'armée de 20.000 hommes, 200 avions et une escadre d'hydravions. Les Marines française et britannique doivent assurer la maîtrise de la Manche et de la mer du Nord. Après les offensives allemandes sur Ypres et dans les Flandres, un renforcement de la protection de la ville est réalisé. Des batteries côtières et anti-aériennes sont installées, la construction de casemates est effectuée et 7.000 ha sont inondés à Ghyvelde. Le camp retranché assure le soutien de 200.000 hommes et dispose de 32 hôpitaux capables de traiter 6.000 blessés. Une base logistique est installée pour assurer ce soutien. Son fonctionnement nécessite, en plus de 4.000 dockers, d'employer des travailleurs égyptiens et chinois. En 1916, le port gèrera 6.400 mouvements de navires.

Le ravitaillement en vivres de la population pose problème. A partir de 1917, le pain et la viande sont rationnés et les terrains militaires et communaux sont cultivés pour nourrir la population. L'intérêt stratégique de Dunkerque attire sur elle 200 raids aériens entre 1914 et 1918 et des pilonnages d'artillerie. Ces bombardements seront responsables de 600 tués, 1.100 blessés, 400 immeubles détruits et 2.400 immeubles endommagés. Les bombardements incitent les habitants à quitter Dunkerque. Quant au gouverneur militaire, il invite les « bouches inutiles » à partir. La population de la ville passera donc de 39.000 habitants en 1914 à 7.000 en 1917. Le dévouement patriotique de Dunkerque ainsi que ses souffrances seront reconnus par l'attribution, le 19 octobre 1917, d'une citation à l'ordre de l'armée avec attribution de la croix de Guerre avec palme : « *Soumise depuis trois ans à de violents et fréquents bombardements. A su, grâce au sang-froid admirable et au courage de sa vaillante population, maintenir et développer pour la défense nationale sa vie économique, et rendre ainsi à l'armée et au pays d'inappréciables services. Ville héroïque, sert d'exemple à toute la nation* ». Dunkerque sera la deuxième ville, après Verdun, à se voir attribuer la **croix de Guerre 1914-1918,** mais la première à l'avoir sans qu'elle soit décernée en même temps que la Légion d'Honneur. Elle doit cette distinction au ministre de la Guerre, Paul Painlevé, qui a pris cette initiative contre l'avis du commandement militaire qui craignait une exploitation démagogique de cette mesure. La « **Distinguished Services Cross** » est remise, le 18 mars 1919, à Dunkerque au nom du roi Georges V en témoignage de la reconnaissance des services rendus aux troupes britanniques. Le 9 août 1919, la **Légion d'Honneur** lui est conférée pour le motif suivant : « *Soumise pendant quatre ans à de violents et fréquents bombardements, a su, grâce au sang-froid admirable et au courage de sa vaillante population, maintenir et développer pour la défense nationale sa vie économique et rendre à l'armée et au pays d'inappréciables services. Ville héroïque qui a servi d'exemple à toute la nation* ».

En 1939, Dunkerque est encore un site stratégique. Dès la déclaration de guerre, la protection de la cité s'organise (mines magnétiques, « défense passive »). Tout bascule, à partir du 13 mai 1940, avec l'arrivée des premiers réfugiés belges et luxembourgeois à Dunkerque. Le 18 mai, Dunkerque subit les premiers bombardements. Celui du 27 mai est tellement violent que, les cercueils venant à manquer, les morts sont ensevelis dans des couvertures. Le 20 mai,

DUNKERQUE (Nord)

les forces alliées sont encerclées et le 26 mai commence l'opération « Dynamo » qui consiste à transférer en Angleterre les militaires anglais. Une noria de navires de guerre, de commerce et de plaisance, sous le feu ennemi, se met en place entre les côtes anglaises et françaises. Le 28 mai, Winston Churchill impose une évacuation à égalité entre Français et Anglais. L'Angleterre maintiendra cette noria après l'embarquement du dernier « tommy ». Cela permettra de sauver 338.000 militaires, dont 123.000 Français. Mais 35.000 Français seront faits prisonniers pour avoir protégé l'embarquement. Le 4 juin 1940, l'armée allemande entre dans la ville de Dunkerque. Cette dernière est incluse dans la « zone interdite », rattachée au haut commandement militaire de Bruxelles, et le littoral est classé « zone rouge ». Les Dunkerquois subiront de nombreux interdits et contraintes, dont celle de posséder un laissez-passer pour circuler. En 1941, commence la construction de la base de sous-marins, un ouvrage de 70.000 m3 de béton. Entre septembre 1940 et mai 1941, cet ouvrage attirera sur Dunkerque 62 raids aériens. En janvier 1944, Dunkerque est classée « forteresse » par l'État-major allemand. Du 20 septembre au 6 octobre 1944, 23.000 habitants quittent la ville. Ceux qui restent sont regroupés dans trois camps dissé-

Le blason de la commune de Dunkerque est décoré de la croix de la Légion d'Honneur, des croix de Guerre 1914-1918 et 1939-1945 et de la Distinguished Services Cross (Grande-Bretagne).

minés dans la cité. Durant plus de huit mois, des combats se déroulent entre les forces allemandes, fortes de 120.000 hommes et composées d'unités aguerries et appuyées par de l'artillerie, et les forces anglo-saxonnes aidées par des unités régulières françaises, composées d'anciens des Forces françaises de l'intérieur. Le camp retranché déposera les armes le 8 mai 1945. Les souffrances de Dunkerque et ses actions de résistance seront reconnues par une citation à l'ordre de l'armée comportant l'attribution la **croix de Guerre 1939-1945** avec palme : « *Avant-poste du territoire, toujours placée à la pointe du combat, sacrifiée à l'intérêt supérieur de la Nation. Bombardée et détruite au cours des opérations des mois de mai et juin 1940, qui devaient permettre aux forces britanniques et à certaines forces françaises de se replier en Angleterre pour y continuer la lutte. Soumise durant cinq années à des raids incessants. Dernière ville de France libérée, après avoir été, dans sa cité comme dans son port, systématiquement détruite et pillée par un ennemi aux abois. Demeure par le courage, l'abnégation, l'héroïsme de ses habitants, le pur symbole des plus hautes vertus françaises. En inscrivant sur son sol une nouvelle page de gloire, la cité de Jean Bart a, une fois encore, bien mérité de la Patrie* ».

Marc Beauvois,
section de la Haute-Garonne

L'Escadrille des cigognes et le capitaine Guynemer

L'Escadrille des cigognes, qui remonte à Guynemer, l'un des « As » de la première guerre mondiale, est décorée de la croix de Guerre 1914-1918 avec quatre palmes et une fourragère aux couleurs de la Médaille militaire.

Georges Guynemer est né le 24 décembre 1894 à Paris. Quoique brillant élève, sa santé délicate l'oblige à interrompre ses études en 1914, alors qu'il prépare le concours d'entrée à l'École Polytechnique. Dès la mobilisation, il veut s'engager, mais du fait de sa faible constitution, il n'y parvient qu'au titre du service auxiliaire et après plusieurs mois d'efforts. Admis à l'École d'aviation de Pau comme élève-mécanicien, il obtient enfin de suivre la formation de pilote et reçoit son brevet à Avord le 26 avril 1915. Aussitôt affecté à l'Escadrille des cigognes, il abat un premier avion allemand le 19 juillet.

L'emblème, que constitue la cigogne pour l'Escadron de chasse ½ cigognes, est apparu lors de la première guerre mondiale. Un peintre spécialisé dans le camouflage avait dessiné, sur l'avion de Guynemer, une cigogne rappelant l'Alsace, cause de nombreux conflits opposant Allemands et Français et annexée par la Prusse en 1870. L'engouement des pilotes pour ce dessin a érigé la cigogne de Guynemer au rang d'emblème. Le 1er juillet 1916, son escadrille est engagée dans l'offensive de la Somme, au cours de laquelle les pilotes portèrent le score de l'unité à 65 victoires à la date du 10 octobre. L'escadrille obtient sa 100ème victoire homologuée le 8 février 1917.

Rapidement, Guynemer devient la terreur des aviateurs allemands, sur les fronts successifs de l'Oise, de la Meuse, de l'Aisne et des Flandres. Il semble invulnérable, malgré les multiples combats où il s'engage avec une fougue exceptionnelle à chaque fois.

Le 11 septembre 1917, il décolle des environs de Dunkerque pour une mission de reconnaissance en compagnie du lieutenant Bozon-Verduraz.

Au cours d'un combat, il est abattu au-dessus de Poelcapelle dans la province belge des Flandres occidentales.

A peine âgé de 23 ans, le capitaine Guynemer a totalisé alors 53 victoires homologuées et 35 victoires probables. Il a été abattu 7 fois et blessé 2 fois en combat. Officier de la Légion

DR

d'Honneur, il était titulaire de la Médaille militaire et de la croix de Guerre avec…25 palmes !

Le culte du souvenir du capitaine Guynemer commence en 1948, lorsque sa fourragère est remise à l'École de l'air, où elle est dorénavant exposée dans la salle d'honneur.

Trois ans après, une stèle est érigée à sa mémoire, face au bâtiment des études qui, avant de devenir le « Bâtiment Guynemer », aura été dépositaire de l'avion *Vieux-Charles*, le Spad 7 à bord duquel cet « As » a remporté tant de victoires. Ce témoignage historique exceptionnel a été ensuite transféré au musée de l'Air et de l'Espace au Bourget (banlieue parisienne).

Daniel Gyre,
président de la section de Cestas et des Graves

Val-de-Marne - 94 - Maisons-Alfort

Assemblée générale nationale du 26 mai 2016

L'assemblée générale de l'Association nationale des croix de guerre et valeur militaire s'est tenue le 26 mai 2016 au Fort de Charenton à Maisons-Alfort.

A 9 h 30, le président Castanier déclare ouverte l'assemblée générale qui revêt cette année un aspect particulier, puisqu'elle confirme sa décision de ne pas renouveler sa mandature après sept ans de présidence au sein de notre association. Il rend hommage au général Beaudonnet, qui nous a quittés, et remercie ses deux filles de leur présence. Il remercie également les participants dont le nombre est sensiblement plus important que celui de l'an dernier à Compiègne. Il précise que nous sommes 48 personnes présentes (403 avec les pouvoirs).

Le président invite l'assistance à une minute de silence pour tous les membres de notre association, qui nous ont quittés depuis l'assemblée à Compiègne ainsi que pour les soldats morts pour la France, notre patrie, dans les conflits contemporains.

Le président débute la séance par le **rapport moral** de l'association pour l'année 2015. Il nous rappelle que cette année a été entièrement consacrée aux actions et décisions programmées dans le cadre du centenaire de la création de la croix de Guerre. Malgré les difficultés dues au changement de secrétaire d'État aux Anciens Combattants qui a déménagé au site de Balard, voici ce que nous avons pu réaliser.

- **Un timbre,** tiré à 1.206.000 exemplairesgrâce à l'aide et la détermination du fils de notre président de la Gironde, Rolland Dahan, est encore disponible dans les bureaux de poste.
- **Une plaquette,** tirée à 2.000 exemplaires, vient en complément du livre édité sous la présidence du général Larchet « La marque du courage». Cette plaquette a été financée par la Fédération André Maginot et la Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives (DMPA).
- **Une exposition temporaire** au château de Vincennes, inaugurée le 14 mars dernier par le général d'armée Jean-Louis Georgelin, grand chancelier de la Légion d'Honneur, et entièrement financée par la DMPA et le Service historique de la défense (SHD). Le président précise que nous avons participé à cette exposition par le prêt d'objets et, surtout, par la présence de notre drapeau exposé dans la salle des emblèmes sur un faisceau d'armes.

D'autre part, nous avons bénéficié de la projection d'**un film sur les croix de Guerre et de la Valeur militaire** sur grand écran à côté de l'Arc de Triomphe lors des cérémonies du 11 novembre 2015. Un DVD a été réalisé par l'Établissement de communication et de production audiovisuelle de la Défense (ECPAD), que nous avons envoyé à tous les présidents de section. En revanche, le projet de médaille d'honneur n'a pas pu être mené à terme, mais il existe un devis pour une éventuelle réalisation.

Dans le cadre d'actions plus classiques, nous avons participé aux cérémonies du 11 novembre, du 5 décembre, du 8 mai, du 14 juillet et

Val-de-Marne - 94 - Maisons-Alfort

du 23 septembre. Le président nous apprend qu'une stèle a été inaugurée pour rendre hommage aux goumiers marocains, à côté de la statue du maréchal Lyautey. Ensuite, il soumet le projet de prendre en compte les villes et unités décorées de la croix de Guerre et/ou de la Valeur militaire, afin d'assurer la pérennité de notre association. Il nous informe qu'une liste de ces villes a été fournie par le SHD et que nous attendons les mêmes informations pour les unités militaires. Il remercie Charlette Dumont, sécrétaire de l'association, pour le travail engagé sur la synthèse de ces villes ainsi que Marie-Françoise Morel pour ses données sur les villes décorées, qui permettront de réaliser cet important projet. Il en va de même pour les unités militaires des trois armées. Aussi convient-il donc de mener une véritable politique en ce sens. Le rapport moral est soumis au vote et adopté à l'unanimité.

Le président donne ensuite la parole à Jacqueline Combémorel pour une présentation détaillée du **rapport financier 2015 et** du **budget prévisionnel 2016.** Celle-ci propose une augmentation de la cotisation à partir du 1er janvier 2017, laquelle a été validée par l'assemblée générale.

Le président invite ensuite Loïc Salmon à présenter **le site et la revue**. Depuis février 2016, l'association dispose de sa propre page, sécurisée, sur le réseau social Facebook et intitulée « Croix de Guerre et Valeur Militaire ». La revue, le site et la page Facebook sont complémentaires. Facebook contient des vidéos très courtes, fournies par les armées et qui visent les plus jeunes. Le site contient des articles sur la défense d'aujourd'hui ainsi que des galeries photos et des vidéos plus longues. Facebook et le site sont reliés l'un à l'autre et dans les deux sens. Selon le service d'analyse d'audience «Google Analytics», 70.358 internautes ont effectué 85.825 visites et ont vu 186.482 pages en 4,5 ans (décembre 2011/mai 2016). En outre, 76,55 % des internautes, dont 48,85 % de femmes, sont âgés de 18 à 44 ans. Le renouvellement périodique des trois articles de la page d'accueil du site attire 82 % de nouveaux visiteurs et maintient 18 % de « fidèles ».

L'assemblée procède ensuite au **renouvellement de membres du conseil d'administration**, à savoir :Michel Bugeaud, Jean Folia, Daniel Gyre et Jacques Mariet. Tous sont tous réélus à l'unanimité. Le président Castanier indique que Robert Mastinu, président de la section de la Corse du Nord, démissionne de son mandat pour des raisons de santé.

Enfin il est procédé à **l'élection du président national** : Michel Bachette-Peyrade, vice-président national, est élu à l'unanimité le 26 mai 2016.

Le président Castanier lève la séance à 12 h et invite tous les participants à faire mouvement vers le monument aux morts de la Gendarmerie, pour la cérémonie de dépôt d'une gerbe.

L'assemblée se rend ensuite au mess où un apéritif nous est servi, suivi d'un repas pris dans une ambiance très conviviale.

François Castanier

Dépôt de gerbe au monument au morts de la Gendarmerie. De gauche à droite: le président national Michel Bachette-Peyrade ; le président François Castanier ; Jean-Luc Cadeddu, maire-adjoint de Maisons-Alfort.

Hauts-de-Seine - 92 - Boulogne-Billancourt

Création d'un bureau de poste « Premier Jour »

Un timbre a été émis à l'occasion du centenaire de la création de la croix de Guerre le 8 avril 1915. La journée de vente "Premier Jour" de ce timbre a eu lieu à l'hôtel de ville de Boulogne le 8 avril 2015, en présence du maire, Pierre-Christophe Baguet, de deux représentants de Pascal Portier, directeur de La Poste des Hauts-de-Seine, d'Alain Lathoumétie, président de la section de Boulogne-Billancourt, et de Martial Duhaut, porte-drapeau du Comité d'entente des anciens combattants et victimes de guerre. Le drapeau de la section de l'ANCGVM et celui de l'Association nationale des membres de la Légion d'Honneur décorés au péril de leur vie étaient aussi présents. Voici le déroulement des démarches qui ont été nécessaires pour réaliser cet événement.

Auprès des services officiels

23 juin 2014 : courrier d'Alain Lathoumétie, président de la section de Boulogne-Billancourt et Meudon et trésorier national de l'Association des membres de la Légion d'Honneur décorés au péril de leur vie, à Thierry Solère, député des Hauts-de-Seine et vice-président du Conseil général des Hauts-de-Seine, pour lui demander son soutien à l'émission d'un timbre à l'effigie de la croix de Guerre à l'occasion du centenaire de sa création.

7 juillet 2014 : courrier de Thierry Solère à Arnaud Montebourg, à l'époque ministre de l'Économie, du Redressement productif et du Numérique, pour lui demander son appui à cette requête.

18 août 2014 : courrier d'Arnaud Montebourg informant M.Solère de l'étude de cette requête par les services compétents de son ministère.

8 décembre 2014 : courrier d'Emmanuel Macron, ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique à M.Solère l'informant, qu'après avis de la Commission des programmes philatéliques, cette émission avait été retenue par l'arrêté du 28 octobre 2014, publié au *Journal Officiel* du 6 novembre.

6 janvier 2015 : courrier de M. Solère au président Lathoumétie l'informant de cette nouvelle et accompagné de la photocopie d'un article paru, à ce sujet, dans le journal *Le Parisien* le 1er Janvier 2015.

9 janvier 2015 : lettre du président Lathoumétie à M.Solère le remerciant vivement pour le succès de son intervention.

Mars 2015 : communiqué de presse du service « Philaposte» de La Poste rappelant l'historique de la création de la croix de Guerre et précisant les bureaux retenus pour présenter, en avant-première le 8 avril 2015, le timbre commémoratif de sa création il y a cent ans : Verdun (Meuse), Boulogne-Billancourt (Hauts-de-seine) et Paris.

Auprès de La Poste

10 février 2015 : contact téléphonique avec Pascal Bécadinières du cabinet de la Direction de La Poste

De gauche à droite : un représentant de La Poste ; le colonel (H) Lathoumetie, président de la section de Boulogne-Billancourt ; M. Baguet, maire de Boulogne-Billancourt; le second représentant de La Poste ; Mr Duhaut, porte-drapeau du Comité d'entente des anciens combattants et victimes de guerre ; un philatéliste.

Hauts-de-Seine - 92 - Boulogne-Billancourt

(Philaposte) de la part de François Castanier, président de l'Association nationale des croix de guerre et de la valeur militaire.

12 février 2015 : courrier à M. Livchitz, directeur de Philaposte, pour lui exposer notre requête.

18 février 2015 : courrier de M. Livchitz qui donne un avis favorable, sous réserve de l'accord de la Direction du réseau de La Poste des Hauts-de-Seine, et confirme la mise en vente du timbre à l'effigie de la croix de Guerre le 8 avril 2015. Courrier de la Direction du réseau de La Poste des Hauts-de-Seine acceptant l'ouverture d'un « Bureau Premier Jour » à Boulogne-Billancourt et assurant la mise en place et l'organisation de cette manifestation.

Mars 2015 : communiqué de presse de Philaposte, confirmant l'ouverture de trois bureaux à Verdun, Boulogne-Billancourt et Paris.

Paris - 75 - Siège national

La bibliothèque du **Service historique de la Défense**, spécialisée en histoire militaire, recherche des fascicules de la revue, afin de compléter sa collection. Si vous détenez des numéros de cette revue et souhaitez en faire bénéficier la communauté des lecteurs, n'hésitez pas à proposer vos dons :

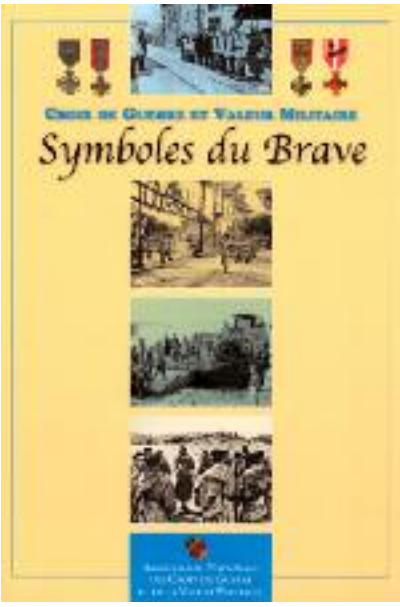
- soit par courrier postal à l'adresse suivante :

Service historique de la Défense
Département de la Bibliothèque - Division des Périodiques
Château de Vincennes
Avenue de Paris 94306 VINCENNES Cedex

- soit par messagerie électronique :

shd-vincennes-bibliotheque.accueil.fct@intradef.gouv.fr

L'équipe de la bibliothèque vous remercie de votre générosité,
qui contribuera à l'enrichissement du patrimoine collectif, au bénéfice de tous.



A l'occasion du 100ème anniversaire de la création de la croix de Guerre, nous avons édité une plaquette qui relate l'histoire des croix de Guerre et de la Valeur militaire et dont vous pouvez trouver ci-joint le fac-similé.
Cette plaquette est disponible au siège et à diffuser au plus grand nombre de vos relations et adhérents.

Merci de nous préciser le nombre d'exemplaires désirés.

CARNET

DÉCÈS

Section de Boulogne-Billancourt

Aimé ASQUIEDGE

Section de Lille-Flandres

Ansbert LEGRAND

Section du Loir-et-Cher

René LASNIER

Section de Montreuil-sur-Mer

Bernard CAILLET

Roland PETIT

Section de Valenciennes

Francis ERCHINGER

Andrée DEVEMY

Robert LEMOINE

Section de Vendée

René-Charles DEJARDIN

Clémence VEYSSIÈRE

DÉCORATIONS

LÉGION D'HONNEUR

Au grade de Commandeur :

Section de Valenciennes

Michel BELLO

Au grade de Chevalier :

Section de la Dordogne

Roland SPIESS

Section de l'Eure

Édouard SÉKOWSKI

Section de l'Isère

Pierre CHIBON

Section de Marseille

Arlette BOUCHENY

Section de Paris

Jean-Pierre RUBIO

Section du Val-de-Marne

Mihaï CIURDARÉAN

Pierre MATHIEU

Section de Valenciennes

René HUON

MÉDAILLE MILITAIRE

Section de la Haute-Savoie

Daniel BÉRANGER

Paul HUISSOUD

René MABERTO

ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

Au grade de Chevalier :

Section de Valenciennes

Daniel DAUBRESSE

L'ASSOCIATION NATIONALE DES CROIX DE GUERRE ET DE LA VALEUR MILITAIRE ADRESSE SES AMITIÉS AUX FAMILLES.

Hôtellerie IGESA

Vous pouvez bénéficier des prestations de l'Institution de gestion sociale des armées (IGESA) pour l'hôtellerie avec inscription individuelle en scannant votre carte du combattant ou celle du titre de Reconnaissance de la nation (TRN).
Ensuite, vous l'envoyez en pièce jointe par internet à l'adresse suivante : *www.igesa.fr*
Téléphone : 04 95 55 20 20